

RESUME

Lorsque l'on décide de créer une association, il faut commencer par choisir le type d'association voulu. En effet, on distingue l'association de fait de l'association déclarée. De même, l'association peut être simple, reconnue d'utilité publique ou agréée. Enfin, il peut s'agir d'une fondation qui peut prendre plusieurs formes : fondation simple, fondation reconnue d'utilité publique, fondation d'entreprise ou fondation abritée.

Les conditions de constitution d'une association sont de deux catégories : des conditions de fond (conditions générales de validité d'un contrat et conditions spécifiques) et des conditions de forme.

Une fois constituée et déclarée, l'association a les mêmes droits et obligations qu'une personne morale et dispose d'un patrimoine. Le fait que l'association soit tenue de certaines obligations ne dispense pas ses membres de leurs obligations personnelles.

CORRIGES

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Création d'une association ⌘ 15 minutes

1. Les conditions de constitution de l'association Shambhala sont-elles remplies ?

Principes juridiques

Pour être valablement constituée, une association doit respecter des conditions de fond et des conditions de forme.

Les conditions de fond deux catégories :

- la première concerne le respect des conditions de validité d'un contrat : consentement, capacité, contenu licite et des apports faits par les membres ;
- la seconde concerne le respect des conditions de validité d'une association : deux membres minimum, un objet civil, une durée limitée ou non et aucun capital minimum.

Les conditions de forme ne sont pas des conditions de validité, mais des conditions à respecter pour avoir la personnalité juridique.

Application au cas

En l'espèce, il y a trois membres fondateurs qui ont donné leur consentement pour une activité licite et civile, et avec un apport de leurs compétences.

Une question peut se poser concernant la participation de Laurent puisqu'il est mineur. Il pourra participer à cette association sous réserve d'avoir l'accord de ses représentants légaux.

Toutes les conditions de constitution de cette association sont respectées.

2. Quels critères Ralph doit-il prendre en compte pour choisir la structure associative plutôt que sociétaire ?

Principes juridiques

Une association doit avoir un but non lucratif, c'est-à-dire désintéressé. Contrairement à une société, l'activité d'une association n'a pas pour but de faire des bénéfices pour les partager entre ses membres. Ainsi, l'objet social doit être rédigé afin de mettre en avant le caractère désintéressé de l'activité de l'association, ce qui ne l'empêche pas d'avoir une activité économique occasionnelle ou à titre accessoire.

Par ailleurs, le financement d'une association peut provenir des cotisations de ses membres, de subventions publiques ou de mécénat ou dons. Ces financements ne sont pas accessibles aux sociétés financées par les apports de leurs associés, dépôts en compte courant ou emprunts variés.

Enfin, la création d'une association est soumise à des formalités réduites et se fait plus simplement que la création d'une société.

Application au cas

En l'espèce, l'objet de cette structure est de promouvoir et pratiquer les enseignements et les arts tibétains. Il s'agit d'un objet civil non lucratif. L'objectif de Ralph n'est pas de s'enrichir mais de diffuser la culture tibétaine.

La forme d'association n'empêchera pas Ralph de proposer des cours payants et de se faire rémunérer pour ce travail en tant que salarié de l'association. Il faudra qu'il veille à ce que cette activité reste accessoire et à ce qu'aucun bénéfice ne soit redistribué aux membres.

À défaut, il pourra toujours transformer son association en société selon l'évolution de son activité.

3. Pourquoi la demande de Lha-mi a-t-elle été rejetée ?

Principes juridiques

La déclaration d'une association lui permet d'acquérir la personnalité juridique. Elle a lieu auprès de la préfecture en fonction du lieu du siège social de l'association. La déclaration peut se faire par courrier ou en ligne.

Application au cas

Lha-mi s'est adressée au greffe du tribunal de commerce. Or, ce dernier est compétent pour immatriculer les sociétés mais pas pour enregistrer la déclaration de création d'associations. Cela explique qu'il ait rejeté la demande de Lha-mi.

★★ EXERCICE 2 Les effets de la création d'une association ⌘ 20 minutes

1. Pourquoi M. Vincent se considère-t-il comme non responsable ?

Principes juridiques

Lorsqu'une association est déclarée, elle acquiert la personnalité juridique. Elle a donc la capacité juridique pour conclure des contrats et sa responsabilité pourra être engagée en cas de leur non-respect.

Les membres de l'association et ses dirigeants ne sont pas responsables à l'égard des tiers sauf en cas de faute personnelle.

Pour engager la responsabilité civile contractuelle d'une personne physique ou morale, il faut prouver l'existence d'une faute (non-respect d'un contrat), d'un préjudice et d'un lien de causalité.

Application au cas

En l'espèce, l'association Entraide du Berry est une association conventionnée par l'État pour exercer une activité d'intermédiaire dans le recrutement de personnes en difficulté. On peut en déduire qu'il s'agit d'une association déclarée ayant la personnalité juridique. Le non-respect des contrats signés par l'association engage sa responsabilité et

non celle de ses membres. La société Batimmo aurait dû faire un recours contre l'association Entraide du Berry en tant que personne morale et non contre son trésorier, ce qui explique la réaction de M. Vincent.

2. À quelles conditions le recours exercé par le président sera-t-il accepté par le juge ?

Principes juridiques

L'association déclarée est titulaire de droits et d'obligations. Elle peut exercer un recours en justice pour obtenir réparation du préjudice qu'elle a subi. Comme toute personne physique ou morale, elle doit alors pouvoir justifier d'un préjudice direct, actuel et personnel.

Application au cas

Le président de l'association Entraide du Berry peut agir au nom et pour le compte de cette association déclarée qui a donc la personnalité juridique. Si elle a subi un préjudice du fait de malfaçons dans les travaux réalisés par la société Batimmo, elle peut justifier d'un intérêt actuel, direct et personnel pour agir en justice par l'intermédiaire de son président.

3. Quels peuvent être les effets du comportement de Teddy ?

Principes juridiques

Les membres d'une association ont plusieurs obligations :

- verser une cotisation ;
- respecter les statuts et le règlement intérieur.

En cas de non-respect de ces obligations, l'association déclarée pourra engager leur responsabilité contractuelle et obtenir réparation du préjudice subi.

Application au cas

En l'espèce, Teddy a commis plusieurs fautes : non-paiement de sa cotisation, non-respect du règlement intérieur. L'association étant déclarée, elle a la personnalité juridique. Son président pourra exercer en son nom un recours en justice contre Teddy pour obtenir réparation du préjudice qu'elle a subi.